



**REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA HTE GARONNE
COMMUNE DE LABEGE**

N° : *124A-224*

Nomenclature : 6.1

Publication numérique le : *12/08/2024*

**ARRETE MUNICIPAL
TRAVAUX DE SUPERSTRUCTURE DES
APPUIS DU VIADUC DU METRO LIGNE C
L'OCCITANE NORD
DU 29/07/2024 AU 10/12/2024**

Le maire de la commune de LABEGE,

- Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et ses articles L.2212-1 à L.2212-5 et L.2213-1 à L.2213-4 ;
- Vu le Code de l'Environnement et ses articles L.171-8, L.541-46, L.571-17 et R.541-78 ;
- Vu le Code de la Route et ses articles L.411-1, R.110-1, R.110-2, R.411-5 à R.411-28, R.412-7 à R.412-33, le R.417-3 et ses articles R.417-10 et R.417-12 ;
- Vu le Code Pénal et son article R.610-5 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et ses articles R.1336-5, R.1336-6 à R.1336-11 ;
- Vu le Code de la Sécurité Intérieure et son article L.511-1 ;
- Vu le Code de la Voirie Routière et ses articles L.113-1 et R.113-1 ;
- Vu l'arrête interministériel modifié du 24 novembre 1967, portant instruction générale sur la signalisation routière ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrête interministériel du 6 novembre 1992 - livre I-huitième partie : signalisation temporaire ;
- Vu le règlement sanitaire départemental de la Haute-Garonne ;
- Vu l'arrête préfectoral de la Haute-Garonne numéro 083 du 23 juillet 1996 et son article 04 ;
- Vu l'arrête permanent numéro 047A 2021 du 08 juin 2021 portant réglementation des bruits et prévention des nuisances sonores sur la commune de Labège ;
- Vu la demande de l'entreprise demandeuse BOUYGUES TP RF représentée

par Monsieur Pierre Emmanuel Henaff (pe.henaff@bouygues-construction.com / 06-61-00-40-97) sise, 25, avenue de Galilée 31130 Balma ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux temporaires sur le domaine public, il y a lieu de réglementer momentanément la circulation, le stationnement des véhicules, le passage des piétons, la sécurité des ouvriers et des usagers aux abords de cette zone de travaux pendant toute la durée des travaux ;

Considérant qu'une mesure particulière doit être prise dans l'intérêt de la sécurité publique.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Dans la période du 29/07/2024 au 10/12/2024 inclus, sur une durée de 134 jours calendaires, sont réalisés des travaux de construction de piles dans le cadre des travaux de superstructure des appuis du viaduc du métro ligne C et la réalisation des travaux de piles entre P101(restaurant Tommy's) et P93 (village d'entreprise) sur la voie l'Occitane nord sur la commune de Labège.

En raison de la première phase d'intervention de 10 semaines (du 29/07/2024 au 08/10/2024) sur la voie l'Occitane la circulation est fermée temporairement à la circulation de tous types de véhicules dans le sens Toulouse vers Labège à partir du giratoire de l'Occitane / la Pyrénéenne jusqu'au giratoire de l'Occitane / la Méridienne.

Une déviation temporaire de la circulation par panneaux temporaires de déviation KD22A à tous types de véhicules est mis en place depuis la Pyrénéenne en direction de la route départementale 916 puis vers la Méridienne.

Une déviation est mise en place également pour la desserte locale, les véhicules de chantier sont dirigés depuis l'Occitane par la rue Jean Bart en direction de la rue Lapeyrouse vers la rue Jean Rostand, puis vers la rue Pierre Gilles de Gennes jusqu'à la Méridienne.

La vitesse de tous types de véhicules est limitée à 30 km/h sur la zone de travaux pour les véhicules circulant dans le sens Labège vers Toulouse.

En raison de la deuxième phase d'intervention de 09 semaines (du 08/10/2024 au 10/12/2024) l'Occitane est fermée dans les deux sens de circulation entre la résidence HIFE et les bureaux de la SETI.

Une déviation temporaire de la circulation par panneaux temporaires de déviation KD22A à tous types de véhicules est mis en place depuis la Pyrénéenne en direction de la route départementale 916 puis vers la Méridienne.

Une desserte locale est également mise en place par la rue Jean Bart vers la rue Lapeyrouse.

Le stationnement de tous types de véhicules est interdit sur la zone de travaux.
Le dépassement de tous types de véhicules est interdit sur la zone de travaux.
La continuité piétonne est assurée en amont et en aval du chantier.

ARTICLE 2 :

L'accès et le libre accès aux véhicules de secours, d'urgence et de service public sont possibles et facilités pendant toute la durée de l'occupation du domaine public, de jour comme de nuit.

ARTICLE 3 :

Les signalisations de restrictions seront conformes aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

La pose, le maintien ou le retrait de la pré-signalisation, de la signalisation de danger, prescription, restriction, fin de prescription et de protection du chantier est à la charge et sous la responsabilité exclusive de l'entreprise bénéficiaire.

ARTICLE 4 :

Dans le cadre de travaux temporaire sur le domaine public, le permissionnaire s'engage à veiller à ne pas troubler la tranquillité publique, de ce fait, l'entreprise en charge des travaux doit respecter les mesures suivantes :

- ~ Prendre toutes les précautions pour limiter le bruit (mauvaise orientation des engins vis-à-vis des habitations, ...) ;
- ~ Respecter les conditions d'utilisation ou d'exploitation des matériels ou équipements (mauvais entretien, non-conformité des engins utilisés, ...) ;
- ~ Les travaux bruyants sur la voie publique ainsi que les chantiers proches des habitations devront être interrompus entre 20 h 00 et 07 h 00 et toute la journée des dimanches et jours fériés, sauf en cas d'intervention urgente.
- ~ Ne pas avoir de comportement anormalement bruyant.

ARTICLE 5 :

Les voies et espaces publics doivent être tenues propres, les entreprises doivent veiller à ce que le domaine public aux abords du chantier soit laissé propre, toutes dispositions doivent être prise afin de nettoyer sans délai les chantiers et leurs abords.

Les déblais de chantiers non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge ou site autorisé à recevoir les matériaux extraits par les soins de l'occupant ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Il doit être veillé également au nettoyage complet des espaces alentours et des voies directement impactées par les salissures du chantier, le maintien des dispositifs de sécurité de la signalisation et de la clôture de chantier est obligatoire les veilles de week-end, jours fériés et jours de congés de l'entreprise.

En cas de défection, la commune se réserve le droit de s'y substituer, les frais induits d'intervention et de procédure seront portés à la charge de l'entreprise en charge de ce chantier.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté municipal temporaire est affiché obligatoirement sur le lieu d'intervention 48 heures à l'avance et pendant toute la durée des travaux de manière visible sur des supports semi-rigides à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise bénéficiaire en charge des travaux conformément aux mentions stipulées dans l'article 1^{er} du présent arrêté municipal temporaire.

En cas de manquements, les chantiers seront arrêtés sur le champ.

Dès la fin des travaux entrepris, les panneaux de signalisation temporaire, les dispositifs de sécurité, engins de chantiers, matériels et matériaux de toutes sortes devront être obligatoirement enlevés par l'entreprise bénéficiaire en charge des travaux.

Toutes infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté municipal temporaire est publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur aux lieux et places habituels de la commune de Labège.

ARTICLE 8 :

M. le Maire de la commune de Labège ;
M. le Directeur Général des Services de la commune de Labège ;
M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de Saint-Orens de Gameville ;
Les agents de la police municipale de Labège ;
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9 :

Ampliation du présent arrêté municipal temporaire sont adressés à :

Aux demandeurs et bénéficiaires.
SICOVAL.
TISSEO.

Fait à Labège, le 22/10/2024
Pour copie conforme
Le maire

Laurent Chérubin



La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

